



La croissance des économies rurales du Canada :
Vers la renaissance économique
de l'agroalimentaire et des autres secteurs

Rapport de procédures



Colloque d'un jour organisé par
l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Hilton Suites Winnipeg Airport
Winnipeg, Manitoba | Le 28 février 2008

Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)
960 avenue Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa, ON K1A 0C6
Tél : 613-232-8008 Téléc : 613-232-3838
www.capi-icpa.ca

Canada 

Pour une croissance des économies rurales au Canada : Vers la renaissance économique de l'agro-alimentaire et des autres secteurs

Compte rendu des délibérations

Principales constatations

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) a récemment accueilli un symposium d'une journée pour cerner les politiques susceptibles d'améliorer l'activité économique dans le Canada rural. Le symposium, qui s'est déroulé à Winnipeg, visait à déterminer – avec l'aide de nombreux experts – ce que l'on sait déjà sur la question et de relever les questions et les sujets que les participants aimeraient aborder. Les présentateurs et leur auditoire étaient très diversifiés, allant des universitaires aux agriculteurs. Plusieurs constatations importantes qui sont ressorties de ce symposium sont décrites plus en détail à la section 7.

Les présentateurs ont soulevé un certain nombre de points sur la croissance des économies rurales du Canada, en particulier le fait que l'agriculture n'est pas le principal élément des économies rurales. Dans les régions essentiellement rurales, 7 % de l'emploi rural concerne l'agriculture, ce chiffre passant à près de 12 % si l'on tient compte de la chaîne agro-alimentaire. D'autres secteurs économiques – comme le secteur manufacturier, les soins de santé, la construction et la fourniture de biens et de services au détail – sont d'importantes sources d'emploi. Les décideurs doivent donc reconnaître la diversité des économies rurales. Une minorité de participants ont exprimé l'opinion que l'agriculture reste un moteur du développement rural et contribue largement à la base économique des régions non urbaines.

Face à la diversification des régions, bon nombre des participants ont estimé que l'investissement public doit être destiné aux gens et aux lieux plutôt qu'aux secteurs. Plusieurs conférenciers ont fait observer qu'une économie rurale dynamique repose sur les actifs particuliers d'une région, c'est-à-dire ses gens et leurs compétences entrepreneuriales, la géographie et ses caractéristiques naturelles et la proximité des grands centres urbains. Les initiatives locales qui tiennent compte de ces atouts contribuent généralement à la croissance des collectivités rurales.

Certains ont donc fait valoir que les cadres politiques et réglementaires devraient soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat. Il existe de nombreux exemples d'agro-entreprises et de secteurs agro-alimentaires dont le succès repose sur l'innovation et l'entrepreneuriat. Cet environnement favorise la création d'emploi, les grappes économiques ou la fusion des économies, en particulier lorsque ces régions peuvent attirer des investissements.

En plus de souligner la nécessité de soutenir l'entrepreneuriat, les présentateurs ont fait observer que les infrastructures sont un élément fondamental des économies rurales dynamiques, que ce soit les infrastructures pour le transport des marchandises, des gens, de l'eau et (par les technologies de large bande) de l'information. Historiquement, les collectivités se sont développées autour des infrastructures de transport et elles stagnent si ces infrastructures sont limitées.

Le réseautage est un autre élément important. Le réseautage tout au long des chaînes d'approvisionnement et avec les paliers supérieurs de gouvernement contribue à la croissance des régions rurales. Elles peuvent bénéficier non seulement des initiatives de gouvernance locale, mais également de l'amalgamation des programmes et des services qui rejoignent une région plus vaste qu'une collectivité rurale en particulier.

Le symposium a révélé un certain nombre de facteurs qui contribuent au dynamisme des collectivités rurales : le Canada rural a besoin de politiques et d'initiatives spécifiques pour contribuer à la croissance des économies rurales locales. Alors que les politiques agro-alimentaires devraient rester séparées des politiques rurales, les politiques et les enjeux qui touchent le secteur agro-alimentaire touchent également l'économie rurale, notamment les règlements, l'infrastructure, la disponibilité de la main d'oeuvre et la gérance des ressources naturelles.

On a noté le nombre d'organisations au Canada qui se lancent dans des initiatives visant la croissance des économies rurales. Ces organisations sont notamment l'Alberta Association of Municipal Districts and Counties, la Saskatchewan Agrivision Corporation, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, le Centre for Rural Leadership, l'Ontario Association of Community Futures Development Corporations, l'Ontario Rural Council et le Réseau de développement rural d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada. Grâce à des mécanismes comme ce rapport, l'ICPA encouragera des organisations ayant un mandat rural à se concentrer sur les questions mises en lumière au symposium.

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	4
2. Remarques d'ouverture/discours	5
Gaëtan Lussier	5
Barry Todd	5
3. Séance 1 : Mise en contexte : Le secteur rural, grappes économiques et les industries agroalimentaires	6
Où l'agriculture est-elle importante à l'économie rurale du Canada?	6
Développement rural	8
Grappes rurales et prospérité économique	10
4. Déjeuner avec conférencier : Bernd Christmas	11
5. Séance 2 : Quelques expériences étrangères	12
La croissance du Minnesota rural	12
La diversité de l'Amérique rurale	14
Expériences de pays de l'OCDE	15
6. Séance 3 : L'activité économique rurale et l'agroalimentaire	16
Activité économique rurale : Saskatchewan	16
Pound-Maker	17
Le rural compte!	18
7. Séance 4 : Prochaines étapes	20
Annexe I : Participants	22
Annexe II : Biographies des conférenciers	25

1. INTRODUCTION

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) a récemment accueilli un symposium pour cerner les politiques susceptibles d'améliorer l'activité économique dans le Canada rural a symposium. L'ICPA croit qu'une économie agricole viable a besoin d'une solide économie rurale. Le projet était intitulé *Pour une croissance des économies rurales au Canada*.

L'objet du symposium était de déterminer ce que l'on sait déjà sur la question et de relever les questions et les sujets que les participants aimeraient aborder. Plus de 70 participants étaient présents et représentaient une grande diversité d'intérêts : gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, organisations agricoles non gouvernementales, universités et industrie.

Afin d'étudier notre niveau actuel de connaissances sur les économies rurales et déterminer les sujets méritant une étude plus approfondie, l'ICPA a invité 11 conférenciers. Barry Todd, le sous-ministre de Manitoba Agriculture, Food and Rural Initiatives, a prononcé le discours d'ouverture. Il a mentionné les nombreuses activités que le gouvernement manitobain entreprend pour maintenir et stimuler les économies rurales de la province.

La **première séance** était intitulée Mise en contexte : Le secteur rural, les grappes et l'agro-alimentaire. Trois conférenciers ont expliqué la façon dont l'économie rurale est définie et mesurée. Ray Bollman de Statistique Canada a parlé de l'importance de l'agriculture pour l'économie rurale du Canada. Rob Greenwood de l'Université Memorial a parlé des secteurs, des régions et des relations rurales-urbaines. James Milway, de l'Institute for Competitiveness and Prosperity, a parlé des grappes rurales.

Au **déjeuner**, le conférencier Bernd Christmas, a parlé de l'exemple des efforts déployés par une communauté autochtone rurale afin de stimuler son économie et établir des partenariats pour des projets avec le secteur privé. M. Christmas est premier vice-président, National Practice Leader, Affaires autochtones, Hill & Knowlton Canada (Vancouver).

La **deuxième séance** a porté sur les activités entreprises aux É.-U. et en Europe pour stimuler l'activité économique rurale. Jack Geller, de Geller & Associates, a parlé des stratégies de développement économique pour changer l'économie rurale au Minnesota. Mark Partridge, de la Ohio State University, a parlé de la diversité de l'Amérique rurale. José Antonio Ardaín, de l'OCDE, a parlé de la diversification économique, de l'innovation, des grappes et de la nouvelle économie rurale des pays de l'OCDE.

La **troisième séance** a porté sur l'activité économique rurale et l'agro-alimentaire. Red Williams, de la Saskatchewan Agrivision Corporation, a parlé de la nécessité d'une infrastructure rurale solide pour stimuler l'activité économique. Brad Wildeman, de la compagnie Pound-Maker, a expliqué la philosophie et la croissance de cette entreprise agricole rurale. Donald Johnson, président du Forum rural à la Fédération canadienne des municipalités, a parlé de la nécessité de soutenir le développement rural.

À la **quatrième séance**, l'animateur John Groenewegen a dirigé une discussion sur les prochaines étapes. Les participants se sont lancés dans un débat animé sur plusieurs sujets : quelles sont les approches nécessaires pour créer une plus grande activité économique ? Quelles sont les politiques, ou les modifications aux politiques et programmes actuels, qui créeront de l'activité économique au Canada rural? Comment le secteur agro-alimentaire peut-il contribuer à une économie rurale plus dynamique? Quelles sont les politiques ou programmes agro-alimentaires qui doivent être élaborés, ou modifiés, pour relever les niveaux d'activité économique dans les régions rurales? Pour ce qui est de la croissance de l'activité économique dans les régions rurales, à quels sujets de recherche en politiques agro-alimentaires l'ICPA devrait-il s'intéresser?

Le reste de ce rapport contient des résumés des présentations et un résumé de la discussion de groupe et des opinions des participants sur les sujets à aborder ultérieurement.

2. REMARQUES D'OUVERTURE /DISCOURS

Gaetan Lussier, président du conseil de l'ICPA

Gaetan Lussier, président du conseil de l'ICPA, a accueilli les participants et donné le ton du symposium. Il a décrit comment l'ICPA souhaitait entreprendre un projet qui permettrait de cerner les politiques susceptibles d'améliorer l'activité économique dans le Canada rural. Ce projet suscite l'intérêt de l'ICPA car nous croyons qu'une économie rurale dynamique est nécessaire au maintien d'une économie agricole viable. C'est pourquoi l'ICPA a invité des participants d'un large éventail d'industries et de domaines. Le symposium avait pour but de déterminer ce que l'on sait déjà sur l'économie rurale ainsi que les sujets qui méritent d'être étudiés plus à fond. Finalement, l'ICPA souhaite contribuer à l'élaboration d'un cadre stratégique pour orienter la renaissance rurale au Canada. M. Lussier a ensuite présenté Barry Todd, le sous-ministre de Manitoba Agriculture, Food et Rural Initiatives. M. Todd a déjà une carrière longue et prestigieuse en agriculture, tant à titre d'universitaire que de fonctionnaire. Il a obtenu son PhD de l'Université du Manitoba en malherbologie et occupé divers postes en recherche et politiques agricoles. Il est devenu sous-ministre en 2004. Au ministère, Barry a entrepris une importante réorganisation afin de répondre aux nouveaux besoins de l'industrie agricole, des familles d'agriculteurs et des collectivités rurales. La réorganisation a mis l'accent sur la transformation à valeur ajoutée, la production de revenus secondaires pour les producteurs agricoles et les collectivités rurales et le renforcement de la salubrité des aliments.

Barry Todd, sous-ministre, Manitoba Agriculture, Food et Rural Initiatives

Barry Todd, sous-ministre of Manitoba Agriculture, Food et Rural Initiatives, a prononcé un mot de bienvenue au nom de sa ministre, l'honorable Rosann Wowchuk. Le sous-ministre a décrit les initiatives prises au Manitoba pour stimuler l'économie rurale. Il a souligné que selon le gouvernement manitobain, les collectivités rurales doivent produire des revenus à partir de toutes leurs ressources. Par exemple, il existe des débouchés pour les produits agricoles, les produits alimentaires à valeur ajoutée, l'agro-énergie, l'agro-fibre, l'agro-tourisme et la fourniture de biens et de services environnementaux. Il a mentionné le travail du ministère dans quatre domaines :

- Le projet Aliments sains dans le Nord : enseigner des compétences fondamentales en jardinage et nutrition aux résidents du Nord en réponse à un besoin crucial d'aliments sains et bon marché;
- Le programme des Jeunes entrepreneurs autochtones : le gouvernement aide les jeunes autochtones ruraux à créer des entreprises prospères;
- Le concept de chaîne de valeur et de changement de valeur : le gouvernement s'engage à améliorer le rendement des producteurs tout en renforçant la capacité de transformation dans la province;
- Acheter local : Le gouvernement encourage les entreprises manitobaines qui fournissent le marché de la province à mieux s'équiper sur le plan financier et de l'expertise pour trouver des débouchés internationaux.

Il a décrit également la nouvelle politique, Cultivons l'avenir, actuellement négociée entre les provinces et le gouvernement fédéral, qui remplacera le Cadre stratégique pour l'agriculture. Cultivons l'avenir comprendra un financement pour la gestion du risque commercial, les programmes environnementaux et de recherche, la transformation à valeur ajoutée et bien d'autres initiatives. Les producteurs et autres du secteur de l'agriculture continuent d'être consultés pendant que les travaux se poursuivent.

3. SÉANCE 1 : MISE EN CONTEXTE : SECTEUR RURAL, GRAPPES ET AGRO-ALIMENTAIRE

Cette séance a porté sur la mise en contexte des économies rurales. Que veut dire rural? Comment définit-on et mesure-t-on une économie rurale? Qu'est qu'une grappe économique? Comment se forment les grappes économiques dans les régions rurales? Les conférenciers ont parlé de la production agricole en termes d'activité économique rurale totale et de PIB et de l'importance des autres secteurs.

Où l'agriculture est-elle important à l'économie rurale du Canada?

Ray D. Bollman, Statistique Canada

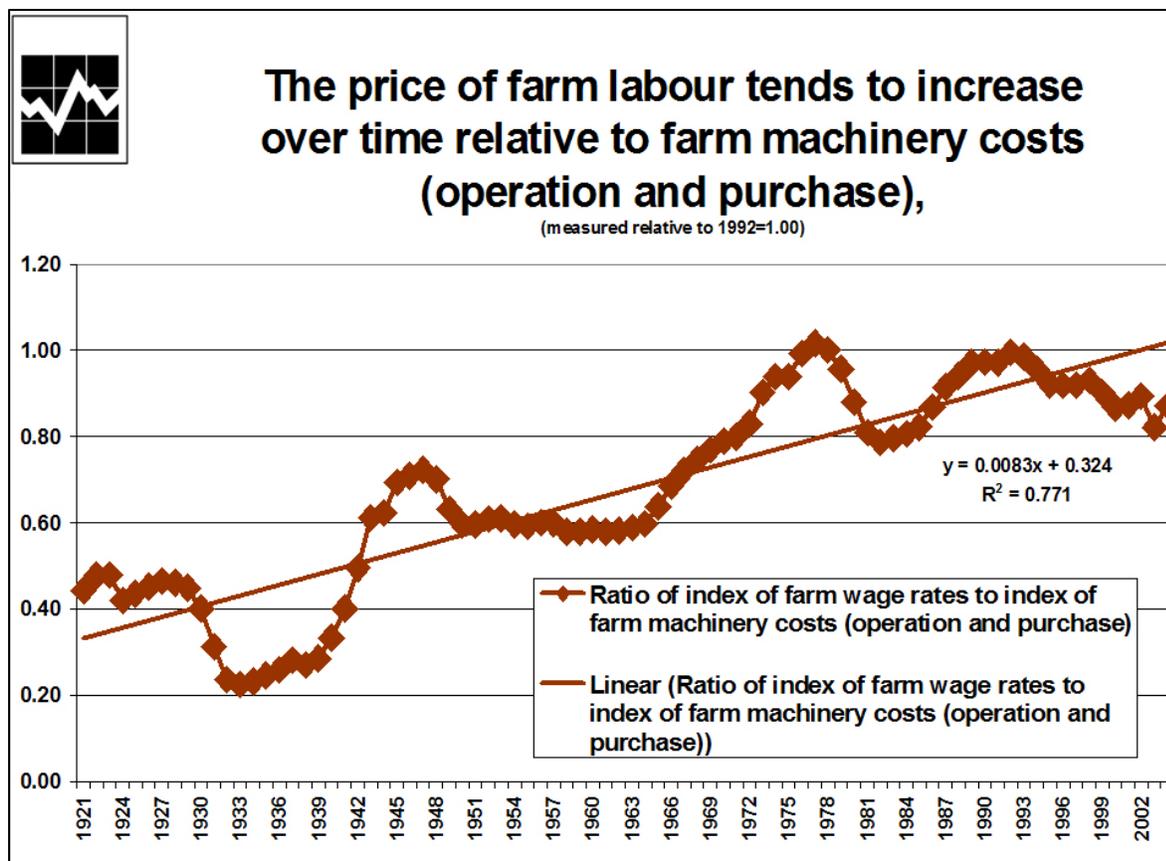
Ray Bollman a expliqué que l'idée d'« urbain » s'applique à une unité géographique. Une unité géographique éloignée d'un grand centre urbain est « plus rurale » et une unité géographique dont la densité de population est faible (moins d'habitants au kilomètre carré) est encore plus rurale. Le développement rural concerne tous les secteurs dans un espace géographique donné. Dans les pays de l'OCDE, on commence à s'affranchir du subventionnement des secteurs pour investir dans la capacité des ruraux à poursuivre leurs propres stratégies de développement. Au Canada, le Programme de développement des collectivités poursuit cet objectif depuis plus de 20 ans (financées par le gouvernement fédéral, les Sociétés d'aide au développement des collectivités sont des organisations communautaires sans but lucratif gérées par des bénévoles locaux. Le personnel est composé de professionnels qui encouragent l'entrepreneuriat et la recherche de possibilités d'affaires: <http://ontcfdc.com>).

M. Bollman a montré comment l'ensemble de la population du Canada rural augmente, mais à un rythme plus lent que la population urbaine. Par conséquent, le pourcentage des Canadiens qui vivent dans les régions rurales diminue. Un des facteurs importants des économies rurales

est l'augmentation de la valeur du temps humain. Les taux de rémunération augmentent. Cette tendance est favorable aux travailleurs, mais elle veut dire également que les producteurs du secteur primaire (comme les exploitations agricoles, les mines et les entreprises du secteur forestier) subissent des pressions pour remplacer le travail par des machines. C'est ainsi que ces secteurs expédient de plus en plus de marchandises avec de moins en moins de travailleurs. Les collectivités rurales font face à une diminution de la main d'œuvre dans ces secteurs. Il leur faut donc trouver quelque chose de nouveau à exporter (un bien ou un service, comme le tourisme) pour maintenir leur niveau de main d'œuvre.

Où l'agriculture est-elle importante? Il est intéressant de savoir que seulement 68 % de l'agriculture canadienne vient des régions à prédominance rurale. Par conséquent, les politiques agricoles qui veulent assurer le développement rural doivent viser 32 % de régions surtout urbaines et intermédiaires. Les bénéficiaires des politiques agricoles qui visent les régions surtout rurales ne représentent que 7 % de la main d'œuvre essentiellement rurale (bien que ces ratios varient selon les provinces). Inversons l'équation : où l'économie rurale est-elle importante pour l'agriculture? Si les décideurs ne s'intéressent pas à la culture et à la transformation des denrées, mais plutôt aux sources de revenu des familles associées à l'agriculture, ils verront que les familles sur les grandes exploitations agricoles reçoivent une part importante de leurs revenus de l'agriculture. Cette part sera différente selon que les deux conjoints travaillent à l'exploitation agricole que l'un des deux travaille à l'extérieur. Sur les petites exploitations, les deux conjoints peuvent travailler à l'extérieur et leur entreprise agricole est gérée à temps partiel.

Le Canada rural et les petites villes sont compétitifs dans le secteur manufacturier au point où les régions rurales et les petites villes augmentent leur part de la main d'œuvre totale du Canada travaillant dans ce secteur. La production de l'éthanol a été proposée comme activité manufacturière, mais elle créera peu d'emplois. Le nombre des emplois dans la transformation alimentaire augmente, mais la main d'œuvre est surtout urbaine.



Le prix du travail agricole a tendance à augmenter avec le temps par rapport aux coûts du matériel agricole (utilisation et achat)

(mesuré par rapport à 1992=1.00)

Ratio de l'indice des taux des salaires agricoles et indice du coût du matériel agricole (utilisation et achat)

Linéaire (Ratio de l'indice des taux des salaires agricoles et indice du coût du matériel agricole (utilisation et achat))

Développement rural : Secteurs, régions et relations urbaines-rurales

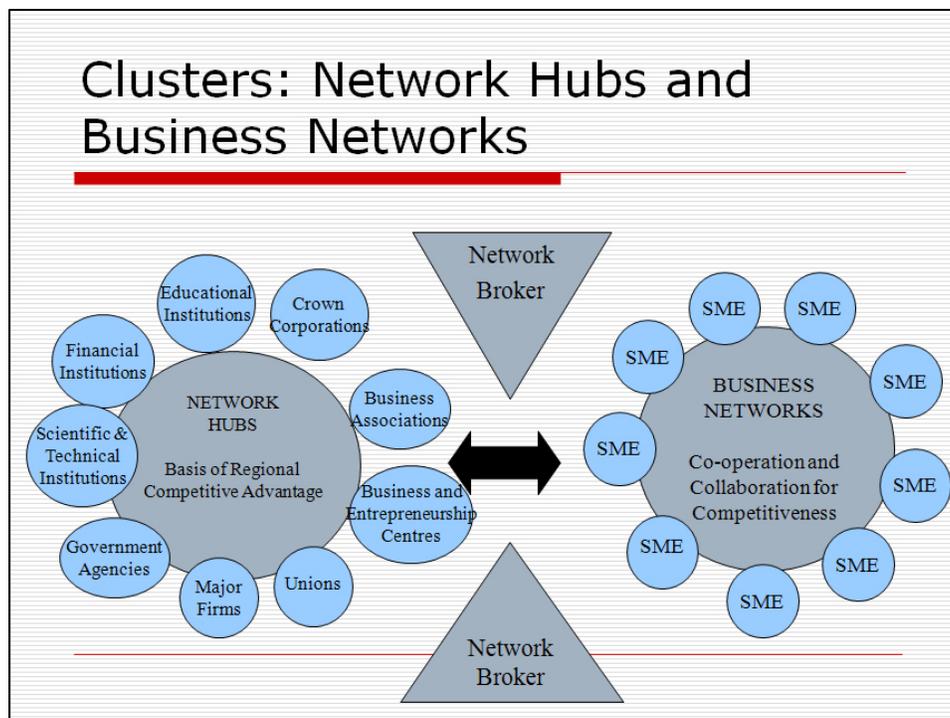
Rob Greenwood, Université Memorial de Terre-Neuve

Rob Greenwood a parlé du fait qu'avant de penser au développement rural, il est important que les décideurs tiennent compte des quatre types du Canada rural. Chacun est défini par ses liens avec les villes. Les régions rurales « éloignées » ont peu de rapports quotidiens avec les centres urbains et bien que certains soient en plein essor, ils sont victimes des expansions et des ralentissements lorsque les marchés changent ou que les ressources s'épuisent. Les collectivités de « confort », souvent peuplées de retraités et de propriétaires de chalets, sont relativement nouvelles et se développent indépendamment. Mais les zones « adjacentes » (à une distance permettant une navette quotidienne) et « non adjacentes » posent des problèmes. Il faut des approches stratégiques et de gouvernance adaptées à chacune.

Mais ce n'est pas à sens unique car les villes ont aussi besoin des régions rurales – pour l'eau, la nourriture et les loisirs. Le résultat optimal est une relation intime, renforcée par des liaisons de télécommunication à large bande et reposant sur une vision commune. Dans certains cas, le

développement peut se traduire par une hausse de la population rurale. Inversement, le déclin de la population peut être en réalité le signe d'une forte productivité. Les stratégies de développement axées sur les « grappes » et les « centres de réseau » reconnaissent cette nécessité de personnaliser et de coordonner les stratégies de développement aux caractéristiques particulières de chaque relation rurale-urbaine.

M. Greenwood a indiqué que ces grappes économiques, et les gouvernements locaux et processus de gouvernance régionaux qui les représentent, ont besoin de plus de pouvoir pour que le développement réponde à leurs besoins propres. Malheureusement, alors que les autorités fédérales ont transféré des pouvoirs aux provinces, les provinces sont réticentes à faire la même chose au niveau local. En comparaison, les gouvernements locaux ont beaucoup plus de pouvoir dans les pays nordiques où il n'y a pas de province. Les organismes locaux et régionaux qui exercent un pouvoir peuvent collaborer et puiser dans des ressources extérieures. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'un développement raisonnable se produit.



Grappes : Centres de réseau et réseaux d'affaires

- Centres de réseau**
- Base de l'avantage concurrentiel régional**
- Établissements d'enseignement**
- Institutions financières**
- Institutions scientifiques et techniques**
- Organismes gouvernementaux**
- Grandes entreprises**
- Syndicats**
- Centres d'affaires et d'entrepreneuriat**
- Associations d'affaires**
- Sociétés d'État**

Agent de réseau

- Réseaux d'affaires**
- Coopération et collaboration pour favoriser la compétitivité**

PME

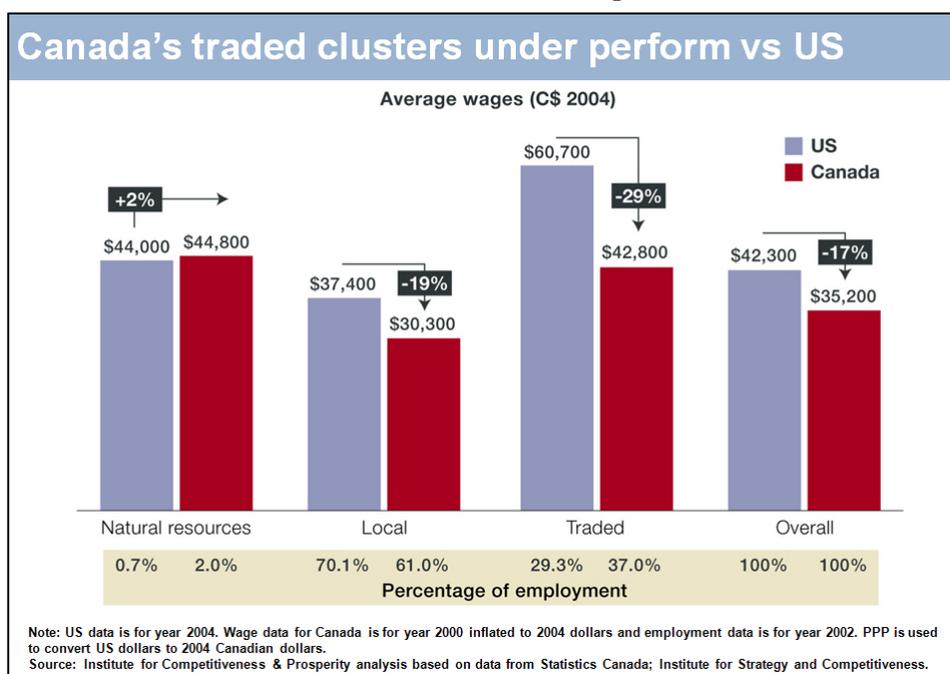
Agent de réseau

Grappes rurales et prospérité économique James Milway, Institute for Competitiveness et Prosperity

James Milway a parlé de l'écart qui s'élargit entre les États-Unis et le Canada sur le plan de la prospérité. En 2005, le PIB par habitant du Canada était de 17,8 % inférieur et l'écart s'élargit. La grande différence est la productivité, en particulier dans les zones urbaines. Les Canadiens travaillent autant mais pas de façon aussi rationnelle. L'expérience américaine renforce l'intérêt des économies fondées sur les échanges commerciaux « en grappe » : concentrations géographiques d'entreprises interdépendantes, fournisseurs, fournisseurs de services et institutions associées dans un domaine donné. Michael Porter de la Harvard's Business School a défini 41 grappes. Les salaires ont tendance à être plus élevés dans les grappes du secteur commercial que dans les secteurs des ressources naturelles et l'emploi local.

Les grappes canadiennes, tout en représentant une plus grande part de l'emploi, réussissent moins bien et paient des salaires inférieurs que leurs équivalentes américaines. Cette situation s'explique de quatre façons. Premièrement, l'Institut constate que plusieurs grappes ne subissent pas les pressions concurrentielles qui sont le moteur de l'innovation. Deuxièmement, en raison de la petite taille des marchés du Canada, les clients sont souvent moins avertis. Troisièmement, les gestionnaires canadiens ont tendance à être moins instruits que leurs homologues américains. Finalement, le Canada investit moins par habitant, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication, pour améliorer la productivité des travailleurs et des entreprises. Ces quatre aspects sont plus difficiles à développer dans les régions rurales.

Il existe cependant des réussites dans les grappes agricoles en Ontario. La grappe de recherche de Guelph attire des talents de premier ordre et l'Ontario a réagi à la concurrence en obtenant de meilleurs rendements dans la transformation des tomates que la plupart des États américains. Le Canada doit suivre ces exemples et créer des grappes plus rationnelles en fonction des atouts de chaque région et des débouchés pour des produits-créneaux, tout en renforçant les liens avec les écoles secondaires et sans avoir peur de la concurrence.



Les grappes échangées du Canada moins performantes que celles des É.-U.

Salaires moyens (\$C 2004)

É.-U.

Canada

Ressources naturelles

Local

Échangé

Global

Pourcentage de l'emploi

Remarque : Les données américaines correspondent à 2004. Les données du Canada sur les salaires correspondent à 2000 en dollars constants de 2004 et les données sur l'emploi correspondent à 2002. La PPA est utilisée pour convertir les dollars US en dollars CAN

Source : Institute for Competitiveness & Prosperity d'après les données de Statistique Canada ; Institute for Strategy and Competitiveness

4. DÉJEUNER AVEC CONFÉRENCIER

L'ICPA a invité a un conférencier à l'heure du déjeuner qui a donné une perspective intéressante sur la façon dont une communauté rurale – dans ce cas une communauté autochtone – a réussi la transition entre une pauvreté relative et très peu de possibilités et une économie prospère.

Bernd Christmas

Premier vice-président, National Practice Leader, Affaires autochtones, Hill & Knowlton Canada (Vancouver)

(première personne - abrégé)

Voici l'histoire de la transformation d'une pauvre communauté rurale en une réussite économique. L'Île de Cape Breton, comme le reste du pays, a autrefois accueilli une grande culture autochtone. Est alors venue l'industrie du charbon et mon peuple a été relégué dans des terres marginales. Je suis parti pour gagner ma vie dans la grande ville. Mais en 1996, on m'a demandé de revenir dans ma communauté pour travailler à un projet de développement autochtone. Notre société avait un budget de fonctionnement de 4,5 millions de dollars, un déficit de 1 millions de dollars et 20 employés, dont la plupart ont obtenu leur emploi par des relations. Je ne pouvais pas refuser.

Je suis donc arrivé un jour, le 1^{er} avril 1996. Je portais mon costume cravate de Bay Street. Il y avait une révolte de la bande. De quelle utilité pouvaient être les idées de grandes entreprises? On m'a dit que faire du droit devait m'avoir rendu plus bête et non plus intelligent. Mais le chef et le conseil m'ont soutenu. Ils m'ont dit qu'ils avaient atteint le fond et que je ne pouvais pas faire pire. Nous allions contre un système qui voulait nous assimiler. Nous avons besoin que des non autochtones nous comprennent et travaillent avec nous. Nous avons donc commencé par adopter des principes démocratiques, éliminé le déficit, relever le moral et éduquer le personnel et le conseil sur d'autres principes de gouvernance. Et nous leur avons expliqué ce qu'est le marché mondial.

Nous avons commencé à publier des bulletins internes, créé un site internet et nous avons été la première communauté à afficher nos états financiers en ligne. Pour tous nos efforts, 300 chefs de Premières nations nous ont dit que nous leur faisons ombrage. Nous avons trouvé les personnes les plus compétentes que nous pouvions payer et formé un équipe en fonction de leur connaissance du gouvernement et du monde des affaires, chacun devant répondre à la question : comment rendre notre communauté plus forte? Et bien, le déficit a disparu et en 1999, nos revenus étaient passés à 12 millions de dollars. Nous avons ensuite obtenu la certification ISO. Nous avons été le premier gouvernement autochtone dans le monde à le faire.

Trois jours plus tard, la Lockheed Martin Corporation a communiqué avec nous. Elle voulait collaborer avec nous pour soumissionner pour un projet de construction d'hélicoptères de recherche et sauvetage. Notre tâche consistait à coordonner tous les logiciels. Le contrat s'élevait à 200 millions de dollars. À l'époque, nous n'avions qu'une seule personne s'y connaissant en TI. Mais Lockheed Martin a promis de nous aider, ce qu'il a fait. En fin de compte, Lockheed a dû se retirer. Mais Boeing nous a alors appelé pour savoir si nous pouvions nous associer à leur soumission. Ils ont fait cette demande car Industrie Canada leur avait dit qu'il fallait que ce soit un vrai partenariat. Nous avons donc une chance sur deux.

C'est General Dynamics qui a obtenu le contrat, mais nous avons appris de cette expérience. Cette année là nos revenus se sont montés à 76 millions de dollars. Nous avons construit un centre de congrès. Nous avons commencé à travailler avec SNC Lavalin à la construction de routes au Nouveau-Brunswick et la liste est encore longue. Tout cela repose sur une vision. Il faut expliquer que tout est possible et qu'il ne faut jamais refuser une opportunité. Parfois, c'est simplement faire un appel. Il est beaucoup plus facile que l'on pense de parler au PDG. Nous expliquons que nous sommes une communauté autochtone qui essaie de devenir autosuffisante et peu de temps après, nous avons eu un fournisseur pour un centre des congrès. Ce que je veux dire, c'est que le manque d'expérience et d'actifs ne doit pas empêcher une communauté rurale d'évoluer. Simplement, il ne faut jamais se laisser décourager.

5. SÉANCE 2 : QUELQUES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

Cette séance a porté sur les efforts des États-Unis et de l'Europe pour stimuler l'activité économique rurale.

La croissance du Minnesota rural:

Stratégies de développement économique pour une nouvelle économie rurale

Jack M. Geller, Geller & Associates

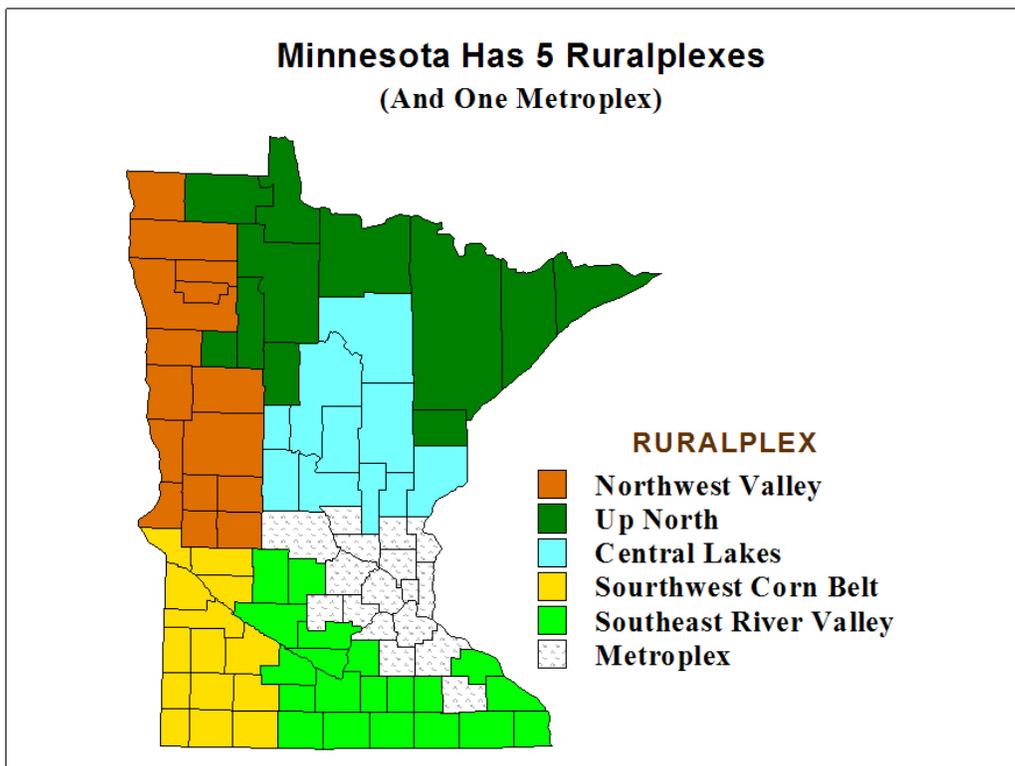
Jack Geller a fait une présentation sur le développement économique rural au Minnesota, qui ressemble à bien des égards aux Prairies canadiennes. J. Geller a demandé aux participants de réfléchir aux types de peuplement : l'État compte cinq villes rurales et une seule grande ville. Les villes rurales unifient les forces qui relient les réseaux de régions séparées dans l'espace et définies par type de sol, géologie, climat et types de peuplement. Les limites changent, mais lentement. La grande ville accueille 60 % de la population de l'État et les trois quarts des revenus. Les salaires et les niveaux d'éducation et de diversité ethnique y sont plus élevés et il

y a moins de pauvreté. Mais les régions rurales peuvent soutenir la concurrence même avec ces avantages.

J. Geller a expliqué qu'il faut penser les collectivités rurales comme des quartiers et non comme des entités économiques. Les familles vivent dans un quartier, travaillent dans un autre, magasinent dans un troisième et vont à l'école dans un quatrième. On ne peut donc pas se limiter aux emplois, mais tenir compte de la qualité de vie qui dépend de tous les éléments d'un bon quartier. Depuis 2004, les indicateurs sont positifs. Actuellement, 80 % des comtés du Minnesota sont stables ou en croissance et le nombre de lancement de petites entreprises augmente.

Une bonne partie de ces réussites est attribuable à la principale stratégie du Minnesota qui consiste à faire fond sur ce qui existe déjà, que ce soit des actifs naturels ou apportés, en ciblant l'expansion industrielle, en exploitant de nouvelles possibilités comme les énergies de rechange et promouvoir l'entrepreneuriat et le développement de petites entreprises. Le programme Job Opportunity Building Zone, qui offre des incitatifs fiscaux pour l'investissement en milieu rural, a permis de créer 5 000 emplois dans 150 communautés depuis 2004. En attendant, les décisions de l'État en faveur des combustibles renouvelables et de l'électricité ont donné naissance à des industries dynamiques de fabrication d'éthanol, de biodiesel et d'éoliennes.

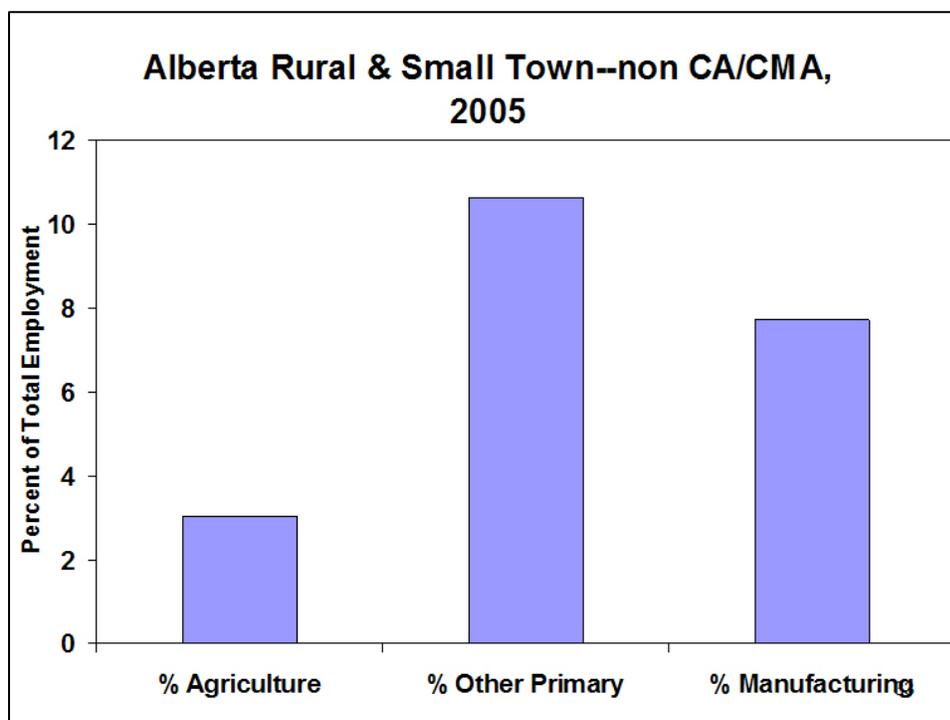
**Le Minnesota a 5 complexes ruraux
(et un complexe métropolitain)
Complexe rural**



**La diversité de l'Amérique rurale :
Un conte de nombreuses villes
Mark Partridge, Ohio State University**

Mark Partridge a fait une présentation sur la diversité de l'Amérique rurale, en soulignant que l'histoire récente montre que l'Amérique rurale n'est pas en déclin. Il y a moins d'exploitations agricoles, mais elles sont plus productives et sont complétées par de nouvelles activités manufacturières, qui produisent un quart des revenus ruraux. En fait, l'Amérique rurale continue de croître, bien que moins rapidement que les grandes villes. Par conséquent, il est tout aussi logique d'associer les politiques sur les ressources naturelles et la politique rurale que d'associer la politique bancaire et la politique urbaine.

M. Partridge a indiqué que l'on doit remplacer les politiques sectorielles désuètes par des stratégies adaptées qui tiennent compte de l'environnement et du potentiel régional créé par des réseaux ruraux et urbains étroitement liés. Par exemple, on estime généralement que ce sont les gouvernements qui devraient investir dans les usines d'éthanol. Mais même après des années d'investissement, ils ne sont responsables que de 0,01 % des emplois agricoles. Ce n'est certainement pas une tendance transformative, même si les médias américains prétendent que l'éthanol est une manne pour l'industrie. Il faut plutôt s'intéresser à la démographie. Si les gens s'installent dans une région, c'est qu'elle est prospère, s'ils la quittent, c'est qu'elle ne l'est pas. Même dans les centres de production d'éthanol dans le mid-west, les gens partent. Pour un véritable potentiel de croissance, il faut étudier les économies du savoir. Malheureusement, les structures de gouvernance actuelles ne reconnaissent pas cette réalité et c'est pourquoi l'Amérique rurale est séparée de ses partenaires urbains par des frontières qui datent du 19^e siècle et ne tiennent pas compte du fait que les villes restent des moteurs de croissance. Les zones rurales et urbaines doivent collaborer pour construire des économies fortes. Face à cette interdépendance, certains pays – comme la France et le Japon – éliminent les gouvernements locaux en faveur d'autorités régionales.

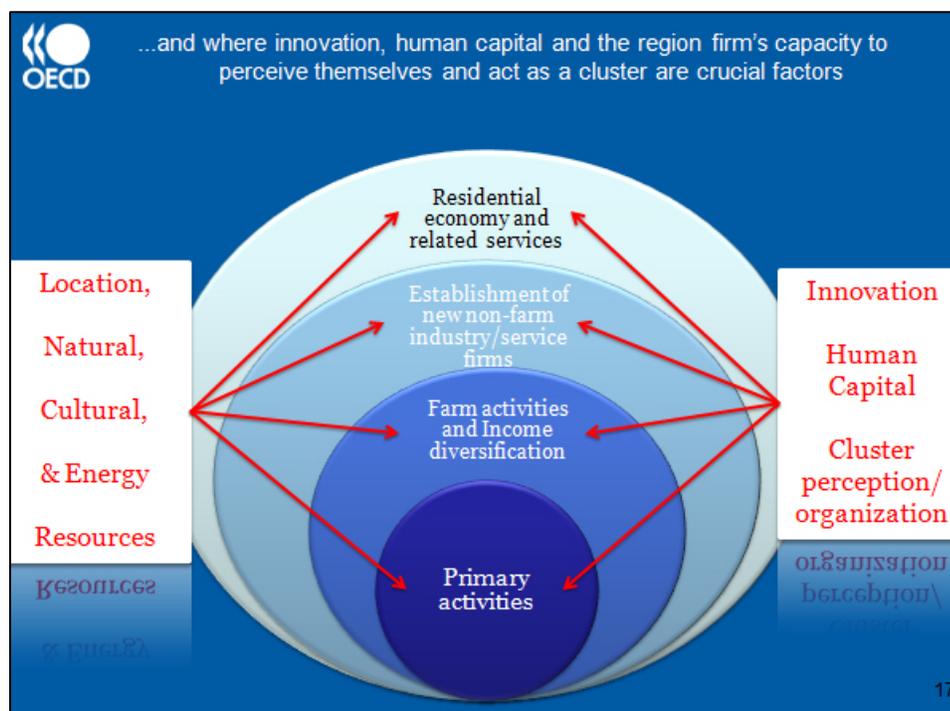


Alberta rural et petites villes - hors RR/ RMR
Pourcentage du total des emplois
% agriculture % autres produits primaires % manufacturier

**Diversification économique, innovation, grappes et la nouvelle économie rurale :
 Expériences des pays de l'OCDE**
José Antonio Ardavín, OCDE

José Antonio Ardavín a parlé du fait que « rural » n'est plus synonyme d'agriculture et n'implique plus le déclin. L'OCDE a fait cette constatation dans ses études sur le développement dans les pays de l'OCDE. Le plus important est de cibler l'endroit plutôt que les secteurs et les investissements plutôt que les subventions. Là où les paiements de péréquation et les subventions des revenus des agriculteurs étaient monnaie courante, l'exploitation d'une grande diversité de ressources de plusieurs paliers de gouvernement et du secteur privé est maintenant la norme.

Autrement dit, tout repose sur la diversification économique. La tendance est claire dans les pays de l'OCDE, y compris le Canada rural, où l'agriculture ne représentait que 6 % des emplois en 2004. Les données montrent que plus l'économie rurale est diversifiée, plus les revenus sont élevés et plus la population augmente. Le Canada a un nombre relativement important de régions rurales. J. Ardavín a indiqué que les études de l'OCDE montrent que chaque région a ses propres atouts naturels, culturels et énergétiques, qui déterminent le potentiel des industries primaires, du développement résidentiel et de l'agriculture. Mais toutes les économies rurales peuvent profiter d'une amélioration des infrastructures, comme les communications à large bande. Les régions manufacturières de l'Italie et du nord du Mexique, le tourisme rural en Espagne, la production d'énergies renouvelables en Allemagne (éolienne) et en Espagne (solaire), les services sociaux et de santé en Finlande et l'expansion résidentielle en Écosse sont des exemples de développement rural réussi.



OCDE ... et où l'innovation, le capital humain et la capacité de la région à se percevoir et à agir comme une grappe sont des facteurs essentiels

<ul style="list-style-type: none"> -Emplacement -Ressources <ul style="list-style-type: none"> Naturelles Culturelles et énergétiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Économie résidentielle et services connexes - Création de nouvelles industries non agricoles /entreprises de services - Activités agricoles et - Diversification des revenus Activités primaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Innovation - Capital humain -Perception/organisation de grappes
---	---	---

6. SÉANCE 3: ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RURALE ET AGROALIMENTAIRE

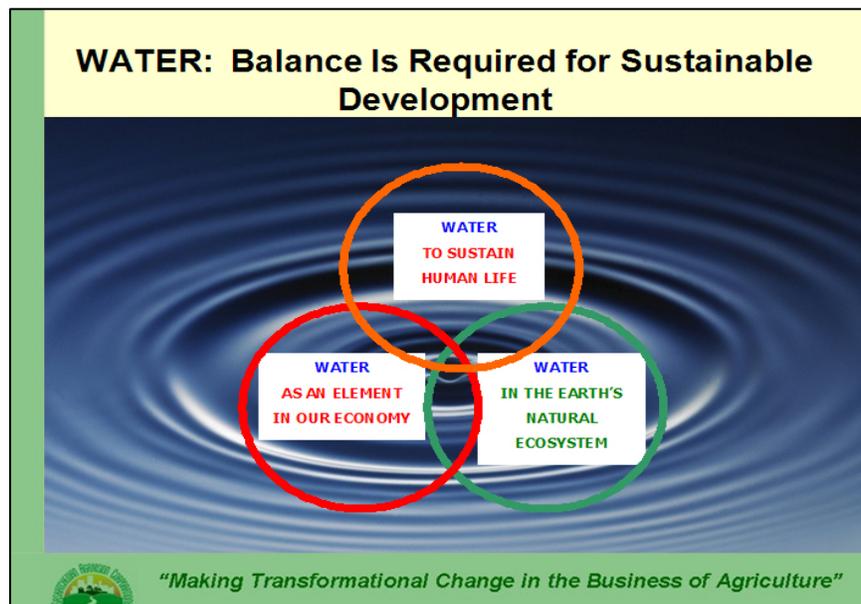
Cette séance a porté sur les expériences directes au Canada de la contribution du secteur agro-alimentaire à l'activité économique rurale.

Activité économique rurale : Saskatchewan Red Williams, Saskatchewan Agrivision Corporation

Red Williams a parlé des expériences de la Saskatchewan's Agrivision Corporation. La société est née d'une crise agricole et le pays tout entier peut en tirer des enseignements. R. Williams a indiqué que la première tâche du gouvernement est de mettre fin à la négligence et aux politiques au cas par cas. Ce sont ces politiques qui causent le retard du Canada en matière de nouvelles technologies au lieu d'être un chef de file; le pays est trop dépendant de la fourniture des matières premières de ses forêts, de ses champs et de ses mines. Le Canada ne peut plus se permettre de vivre à côté d'un leader en entrepreneuriat et de se vendre avec frilosité.

Ce que les gouvernements ont fait avec les transports en est une illustration. Alors qu'il est impossible de sous-estimer la valeur de bons réseaux de transport, où sont-ils? Il est bien beau d'avoir des économies de grappes et un développement rural sensibles aux atouts de chaque région, mais sans moyens pour transporter les marchandises, on n'arrivera à rien. Ni la Transcanadienne ni les réseaux ferroviaires sont suffisants. D'énormes régions du nord de l'Ontario et du Québec ont besoin de pouvoir transporter leurs marchandises sur le marché. Le Canada a la possibilité de tirer profit de ce besoin de transport ferroviaire puisque le réseau américain est saturé.

R. Williams a indiqué que la recherche de stratégies pour répondre au changement climatique et utiliser plus efficacement les ressources en pétrole limitées devrait redonner vie au transport ferroviaire des passagers. En ce qui concerne le changement climatique, R. Williams a mentionné que les prochains changements devraient être intégrés dans tous les plans de développement. Le Canada devrait se préparer à tirer profit de la fonte des neiges dans les montagnes en captant l'eau dans des réservoirs. Le Canada devrait également chercher des combustibles propres pour l'équipement lourd qui dessert nos régions rurales, une fois que les réductions d'émissions de gaz à effet de serre commenceront. Surtout, le pays devrait s'assurer que tout le développement communautaire tienne compte des ressources naturelles de la région et des limites qu'elles imposent.



EAU : Équilibre nécessaire au développement durable
 EAU pour soutenir la vie humaine
 EAU comme élément de l'économie
 EAU dans l'écosystème naturel de la terre
 Changement transformationnel dans le secteur agricole

Pound-Maker Brad Wildeman, Pound-Maker

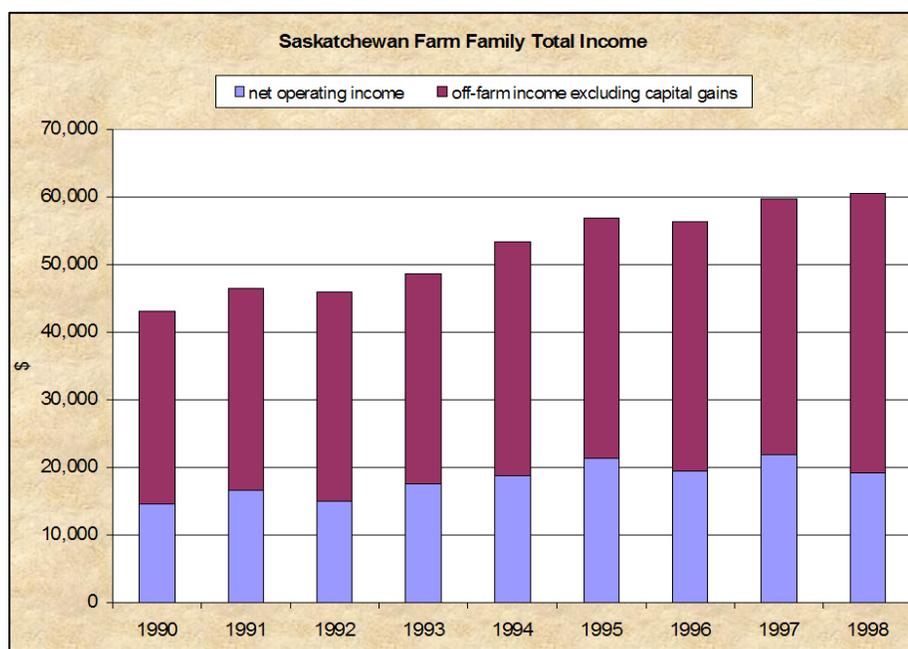
Brad Wildeman a parlé des expériences de Pound-Maker. Le secteur agricole de Saskatchewan, a-t-il expliqué, est en difficulté. Il rapporte à peine 90 \$ l'acre, le rendement le plus faible du pays. Par conséquent – et à la suite de la baisse des emplois en raison du regroupement des exploitations agricoles et de la mécanisation – on constate une baisse de la population dans les régions rurales. Seules les collectivités de plus de 5 000 habitants connaissent une certaine croissance et la seule exception à cette tendance sont les réserves des Premières nations. Les revenus provenant d'autres sources que l'agriculture des familles agricoles augmentent. Si le Canada veut reconstruire les collectivités, il n'est donc pas suffisant de créer de la richesse, il faut créer des emplois.

B. Wildeman a indiqué que Pound-Maker a trouvé une formule pour construire des collectivités en santé en tirant profit de notre ressource la plus abondante : l'amidon des céréales. On prend l'amidon et on en fait des aliments pour le bétail et de l'éthanol. L'avantage de Pound-Maker est son relatif isolement – ce n'est pas une industrie bien accueillie dans les zones densément peuplées – et une main d'oeuvre facilement disponible.

Le premier objectif de Pound-Maker est le profit, mais la réussite sur ce seul plan ne suffira pas à renforcer une collectivité et lui donner un avenir. Pour ce faire, l'entreprise a fait des membres de la collectivité ses actionnaires. Pour eux, et pour ses 50 employés, Pound-Maker remet ses profits (dont 80 % proviennent des marchés américains). Les employés habitent dans

la région à cause de leurs emplois. Sinon, ils partiraient. De plus, 71 % travaillent à l'exploitation agricole de leur famille.

Pound-Maker a également conclu un accord d'entretien des routes avec la municipalité régionale. L'entreprise respecte l'environnement et teste les puits pour vérifier que l'eau des voisins n'est pas contaminée par ses activités. Elle a également un service de compostage. Ses documents environnementaux peuvent être consultés par le public. En 2002, elle a été lauréate du prix de gérance environnementale. C'est par la gérance d'entreprises responsables que l'on construit des collectivités prospères, et non avec des programmes sociaux conçus comme des politiques de développement économique. Il faut faire en sorte que les besoins de l'industrie et de la collectivité ne fassent qu'un.



Revenu total d'une famille d'agriculteurs de Saskatchewan

Revenu d'exploitation net revenu hors exploitation excluant les gains en capital

Le rural compte!

Donald Johnson, AAMDC

Donald Johnson a parlé du fait que le Canada rural doit être fier de sa contribution à l'économie du pays. A bien des égards, les collectivités rurales sont le fondement économique et philosophique du pays. Et pourtant, rien n'est moins facile que de trouver un soutien pour le

développement rural. Les municipalités n’obtiennent que 8 cents du dollar fiscal moyen. Et avec ces 8 cents, elles doivent trouver le moyen de couvrir les coûts de l’infrastructure essentielle. Les taxes foncières ne suffisent pas.

Aujourd’hui, le manque à gagner dans les infrastructures s’élève à 125 milliards de dollars, car les gouvernements successifs s’en sont désintéressés. Il existe des moyens de régler le problème. Par exemple, les municipalités devraient obtenir une part de la taxe sur le diesel, car ce sont les camions qui endommagent leurs routes.

D. Johnson a indiqué que « Rural Matters » œuvre pour améliorer le Canada rural depuis maintenant une centaine d’années. Sa dernière conférence, « Forging Healthy Canadian Communities », s’est tenue du 5 au 8 juillet à Edmonton au centre de conférence Shaw. À la conférence, l’organisation a rencontré des gouvernements à tous les paliers pour collaborer à des politiques qui aideraient les collectivités rurales dans tout le pays. Les grandes priorités sont les débouchés pour les jeunes, les Autochtones et les personnes âgées.

RURAL MATTERS POLICY DEVELOPMENT ROUNDTABLES – DRAFT PROPOSAL	
ENVIRONMENT STREAM	CLIMATE ROUNDTABLE
	AIR, WATER AND LAND ROUNDTABLE
ECONOMIC & INDUSTRY STREAM	ECONOMIC, LABOUR, POPULATION STRATEGY ROUNDTABLE
	INDUSTRY SECTOR ROUNDTABLE
INFRASTRUCTURE STREAM	CORE INFRASTRUCTURE ROUNDTABLE
	SOCIAL AND SERVICE INFRASTRUCTURE ROUNDTABLE
GOVERNANCE AND SUSTAINABILITY STREAM	LEADERSHIP AND GOVERNING STRUCTURES ROUNDTABLE
	CAPACITY BUILDING AND COMMUNITY SUSTAINABILITY ROUNDTABLE

Tables rondes sur l’élaboration des politiques sur les questions rurales _ propositions

Environnement

Table ronde sur le climat

Table ronde sur l’air, l’eau et les terres

Économie et industrie

Table ronde sur l’économie, le travail et la population

Table ronde sur le secteur industriel

Infrastructure

Table ronde sur les infrastructures de base

Table ronde sur les infrastructures sociales et de services

Gouvernance et durabilité

Table ronde sur les structures de leadership et la gouvernance

Table ronde sur le renforcement des capacités et les communautés durables

7. SÉANCE 4 : PROCHAINES ÉTAPES ?

Discussion de groupe

Animée par John Groenewegen

À la suite des présentations, John Groenewegen a animé une discussion sur les prochaines étapes et les politiques visant à stimuler les économies rurales. Le débat a porté sur les approches nécessaires pour créer une plus grande activité économique dans le Canada rural et comment le secteur agro-alimentaire peut contribuer à l'économie rurale. Les principaux thèmes définis par les participants sont résumés ci-dessous :

Diversification

- De nombreux participants ont estimé que l'agriculture joue un rôle de moins en moins important dans l'activité économique rurale. Les succès, ou les échecs, en agriculture ne représentent plus le gros des réussites économiques dans une collectivité locale. Une région « rurale » n'est pas nécessairement ce que l'on voit physiquement. Ce qui définit le rural c'est ce que font les gens. Les terres peuvent ressembler à des terres agricoles, mais les activités productrices de revenus des ruraux se sont beaucoup diversifiées. Les agriculteurs sont confrontés à des difficultés importantes. Les exploitations agricoles sont plus endettées que jamais, manquent de main d'œuvre et doivent cultiver des surfaces de plus en plus grandes pour survivre. La diversification de l'économie rurale s'impose pour créer des emplois. L'approche axée sur les grappes pour développer l'économie rurale suscite de plus en plus d'intérêt. En Finlande, par exemple, on a créé des grappes qui visent des industries en particulier, par exemple les projets Senioropolis et Snowopolis. Une minorité de participants ont fait remarquer que l'agriculture reste un moteur important du développement rural et que l'on ne peut pas négliger sa contribution à l'économie.

Soutien communautaire

- Certains participants ont indiqué que les politiques publiques doivent être mieux adaptées à la diversification des économies rurales. Le Canada ne peut pas avoir une seule politique pour tout le développement rural. Le pays ne peut plus notamment concevoir des politiques concernant uniquement des produits ou des secteurs. Le Canada doit plutôt abandonner les programmes et politiques de soutien financier sectoriels qui favorisent les activités agricoles traditionnelles et adopter des politiques qui se fondent sur la géographie de chaque région du Canada rural. À cet égard, le Programme de développement des collectivités du gouvernement devrait être renforcé. Les Sociétés d'aide au développement des collectivités sont des organisations communautaires sans but lucratif financées par le fédéral qui encouragent l'entrepreneuriat et la poursuite des possibilités économiques. Les politiques agricoles et de développement rural ne sont pas une seule et même chose et doivent être envisagées séparément. La planification stratégique et la prise de décision doivent se situer au niveau de la collectivité.

Infrastructures

- Les participants ont souligné l'importance des infrastructures. Pour favoriser les activités à valeur ajoutée, les petites collectivités rurales doivent posséder les infrastructures appropriées. Le Canada a besoin d'infrastructures qui déplacent les gens et les produits, qui permet aux dirigeants de prendre l'avion, qui permet le tourisme, et ces mêmes infrastructures devraient desservir l'agriculture. Grâce à l'amélioration des infrastructures, l'agriculture et les régions rurales seront plus compétitives. On doit renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines pour accéder aux marchés internationaux ou la main d'œuvre locale. Par conséquent, il faut améliorer les couloirs de transport et l'accès Internet haut débit universel pour connecter les zones rurales et urbaines et connecter le Canada rural et le reste du monde.

Entreprenariat

- De nombreux participants ont estimé qu'il faut encourager l'entreprenariat, notamment par un allègement des règlements imposés aux petites entreprises, pour lesquelles ils représentent un lourd fardeau. De quoi ont besoin les entreprises? Elles ont besoin de gens, d'infrastructures, de commodités et d'une bonne qualité de vie. Le pays a besoin de former des ressources humaines et de leur enseigner des compétences et doit trouver les moyens d'aider les gens à devenir des leaders. Le leadership local a un effet d'entraînement.

Recherche

- Les participants au symposium ont recommandé toute sorte de domaines de recherche, notamment : l'impact des subventions sur l'innovation et le développement rural; les avantages de construire des villages écologiques ou en grappes, le logement durable; les mérites d'encourager les jeunes à revenir sur les exploitations agricoles; le potentiel de l'éthanol; l'intérêt des récoltes consacrées aux produits pharmaceutiques, aux nutraceutiques ou aux biocarburants; l'urgence d'apporter les services Internet à large bande aux régions rurales et des recherches pour savoir pourquoi certaines régions rurales prospèrent et croissent et d'autres non.

Environnement

- Les participants ont estimé que les collectivités rurales doivent prendre en compte l'environnement. Le Canada doit développer des technologies durables et des modes de vie qui réduisent notre impact. La durabilité devrait être considérée comme une opportunité économique. L'énergie éolienne, les biocarburants et la séquestration du carbone ne sont que quelques exemples d'industries environnementales qui présentent des potentialités pour les économies rurales. Les collectivités rurales doivent également tenir compte de leur sentiment d'appartenance à un lieu et favoriser des modes de vie centrés sur le lieu de vie. De plus, les régions rurales doivent s'isoler des impacts environnementaux; des combustibles durables sont nécessaires pour le chauffage et l'électricité. Les ruraux doivent se préoccuper des coûts de l'énergie et des sécheresses qui se préparent.

Annexe 1

Les Participants

Annis, Robert, Director, Rural Development Institute, Brandon University

Ardavín, José Antonio, Administrateur, Organisation de coopération et de développement économiques

Bacon, Douglas, Director, Agri-Futures Nova Scotia CACAAF Council

Bareil, Anne-Michelle, Chief Rural, Rural Development Network

Beaton, Elizabeth, Associate Professor, University College of Cape Breton

Black, Robert, Executive Director, The Centre for Rural Leadership

Bollman, Ray, Chef, Section de la recherche et de l'analyse / Données rurales, Statistique Canada

Bougie, Manon, Assistant exécutif, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Bruce, David, Director, Rural & Small Town Program, Mount Allison University

Christmas, Bernd, Senior Vice-President, National Practice Leader, Aboriginal Affairs, Hill & Knowlton Canada

Church, Dr. Robert, Directeur, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Coffin, Dr. Garth, Directeur, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Dmytryshyn, Laurie, Executive Director, Agriculture Council of Saskatchewan

Donohue, Kathleen, Directeure, Secrétariat de l'investissement, Agriculture et agroalimentaires Canada

Dyer, Jan, Directrice générale, Agriculture et agroalimentaire Canada

Ettabaâ, Idriss, Economiste senior, Union des Producteurs Agricoles

Ferraro, Phil, Executive Director, PEI Adapt Council

Flaming, Harold, TORC Executive Director, Ontario Rural Council

Fleischmann, Dr. George, Directeur, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Franz-Lien, Monika, A/Manager, Rural Policy, Manitoba Agriculture, Food and Rural Initiatives

Geller, Jack, former President, Minnesota Center for Rural Policy & Development

Gerold, Ron, Directeur, Directeur, Division de l'évaluation et de l'analyse des marchés, Agriculture et agroalimentaire Canada

Gertler, Michael, Associate Professor, Department of Sociology, University of Saskatchewan

Greenwood, Dr. Robert, Director, The Leslie Harris Centre of Regional Policy and Development

Griffin, John, District County Director, Prince Edward Island Federation of Agriculture

Groenewegen, John, President, JGR Consulting

Harvey, Kari, Director, Agri-Business Development, Saskatchewan Agriculture

Hornbrook, Robert, Senior Manager, Rural Initiative & Research Rural Branch, Government of Alberta

Jacques, Yvan, Conseiller spécial, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Jean, Bruno, Professeur, Université du Québec à Rimouski

Johnson, Donald, President, Alberta Association of Municipal Districts and Counties

Klunder, John, Regional Co-ordinator, Ontario Association of Community Futures Development Corporations

Laing, Rhonda, Agente principale d'aide aux entreprises, Ententes de partenariat, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Lank, Gordon, Director, PEI Federation of Agriculture

Lavoie, André, Directeur des communications, Association Minière du Québec

Low, Sonia, TFA Executive, Territorial Farmers Association

Lussier, Gaëtan, Président, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Magnayon, Lailanie, Économiste, Politiques, planification et relations extérieures, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Marit, David, President, Saskatchewan Rural Association of Municipalities

McAuley, Owen, Directeur, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

McCallum Brad, Policy Analyst, Agri-Futures Nova Scotia

McDonnell, Wray, Regional Director, South, British Columbia Ministry of Agriculture and Lands

Meaud, Tricia, Director, Value Chain Initiative, Agriculture & Food Council of Alberta

Milway, James, Director, Institute for Competitiveness and Prosperity

Mogan, Aurelie, Chef, Recherches, Direction de la recherche et de l'analyse, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Mollins, Jennifer, Agente principale de développement économique, Projets spéciaux, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Munro, Ishbel, Executive Director, Coastal Communities Network

Olfert, Rose, Professor, College of Agriculture and Bioresources, University of Saskatchewan

Pack, Darrell, Conseiller principal en politique (MB/SK), Agriculture et agroalimentaire
Canada, Région du Manitoba/de la Saskatchewan

Partridge, Mark, Professor, Ohio State University

Peden, Andrew, 2nd Vice President, Wild Rose Agricultural Producers

Pick, Arthur, Manager of 4-H and Rural Organizations, Government of Nova Scotia
Agriculture & Fisheries

Pohrebniuk, Patricia, Executive Director, Manitoba Forestry Association

Pope, Geraldine, Renewable Resource Manager, Kluane First Nation

Smith, Robert, Directeur général, Développement des collectivités, Agence de promotion
économique du Canada Atlantique

Stephen, Glenn, Director, Natural Resources, White River First Nation

Stewart, Doug, Directeur, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Sullivan, Kathleen, Présidente, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

Thornley, Rhonda, Executive Director, Newfoundland & Labrador Federation of Agriculture

Tone, Rick, Executive Director, Yukon Agricultural Association

Tyrchniewicz, Ed, Associate Dean, University of Manitoba

Ulrich, Richard, Consult and Agriculture Specialist, Consulate General of Canada

Wildeman, Brad, President, Pound-Maker Investments Ltd.

Williams, Dr. C.M. (Red), President, Saskatchewan Agrivision Corporation

Williams, Toby, Executive Director, Community Futures Alberta

Willis, Nancy, Co-director, Institute for Bioregional Studies Ltd.

Wylynko, David, Chef, West Hawk Associates

Yeon, Daniel, financez et l'administration, L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires
(ICPA)

Young, Glenn, Executive representative, Keystone Agricultural Producers

Annexe II

Biographies des conférenciers

Ray Bollman

M. Bollman est chef de la section de la recherche et des données rurales, division de l'agriculture, Statistique Canada, gouvernement du Canada. Il était professeur invité d'agroéconomie à l'Université du Manitoba (de 1985 à 1986) et professeur invité Stanley Knowles à l'Université de Brandon (1996). Il est le président sortant du groupe de travail de l'OCDE sur les indicateurs territoriaux. L'évolution de ses intérêts de recherche l'a amené de l'étude de la structure de l'agriculture et de la pluriactivité des membres des familles d'agriculteurs à l'examen de tous les aspects socio-économiques des populations rurales. M. Bollman est titulaire d'un baccalauréat ès sciences et d'une maîtrise ès sciences en économie agricole de l'Université du Manitoba et d'un doctorat en économie de l'Université de Toronto.

Robert Greenwood

M. Greenwood est directeur du Leslie Harris Centre of Regional Policy and Development à l'Université Memorial à Terre-Neuve. Il était directeur fondateur de la Sustainable Communities Initiative en Saskatchewan et sous-ministre adjoint des politiques de développement économique en Saskatchewan et à Terre-Neuve et Labrador. M. Greenwood détient un doctorat en études industrielles et administratives de l'université de Warwick.

James Milway

M. Milway est directeur exécutif de l'Institute for Competitiveness and Prosperity, un organisme indépendant sans but lucratif dont le mandat est d'approfondir les connaissances du public des facteurs macro et micro économiques qui expliquent les progrès économiques de l'Ontario. M. Milway a commencé sa carrière en gestion du marketing chez General Foods (devenu Kraft) et Unilever. Par ailleurs, il a fourni des services de consultation en stratégies d'affaires en tant qu'associé de Canada Consulting Group et de Boston Consulting Group, et il a également fondé son propre cabinet de consultation. Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts en économie de l'Université de Toronto et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Western Ontario.

Bernd Christmas

M. Christmas est vice-président principal, de National Practice Leader, Aboriginal Affairs, Hill & Knowlton Canada, à Vancouver. Avant cela, il a été au service de Lang Michener LLP, à titre de d'avocat en droit commercial et des entreprises, et chef du service administratif de la bande Membertou de Nouvelle-Écosse et de la Membertou Corporate Division. Ayant siégé à divers conseils d'administration et comités, il est diplômé en droit de la faculté Osgoode Hall de l'Université York et membre de la Nova Scotia Barristers' Society et du Barreau du Haut-Canada (Ontario).

Jack Geller

M. Geller est le fondateur et l'ancien président (1998-2007) du Minnesota Center for Rural Policy and Development. Le Centre est axé sur l'étude des forces économiques, sociales et politiques ayant des répercussions sur les communautés rurales du Minnesota. Il était auparavant directeur de la recherche des services de santé à la Marshfield Medical Research Foundation à Marshfield, au Wisconsin (1987-1996). M. Geller a fait des recherches approfondies sur le développement de l'économie rurale, sur la prestation des services de santé en milieu rural et sur le rôle que les collèges et universités ruraux peuvent jouer dans la promotion du développement rural aux échelons local et régional. M. Geller détient un doctorat en sociologie rurale de l'université de l'Iowa.

Mark Partridge

M. Partridge est titulaire de la chaire C. William Swank of Rural-Urban Policy au département de développement agricole, environnemental et économique de l'université de l'Ohio. Avant d'occuper ce poste en 2006, il était titulaire de la chaire de recherche du Canada sur la nouvelle économie rurale à l'Université de la Saskatchewan, où il est actuellement professeur adjoint. Il a rédigé plus de 60 communications universitaires et savantes qui ont été publiées dans des revues comme l'*American Economic Review*, le *Journal of Public Economics*, le *Journal of Urban Economics* et le *Review of Economics and Statistics*. M. Partridge est titulaire d'une maîtrise ès sciences en économie de l'université du Wyoming et d'un doctorat en économie de l'université de l'Illinois.

José Antonio Ardavín

M. Ardavín est administrateur de la division de la compétitivité régionale et de la gouvernance de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis 2006. Il a assumé la responsabilité de la coordination et de la rédaction des examens de politique rurale du Mexique (2007) et de la Finlande (2008) et il a contribué aux examens de politique rurale de l'Allemagne (2007), de l'Écosse (2008) et des Pays-Bas (2008). Il est responsable de l'examen de la politique rurale de l'Espagne et a participé à l'élaboration de ceux de l'Italie, de la Chine et du Canada (à venir en 2009). Avant de se joindre à l'OCDE, M. Ardavín a été consultant dans le secteur privé et fonctionnaire au ministère des finances et du crédit public du Mexique. Il détient une maîtrise ès arts en politique publique de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard et un baccalauréat ès sciences en économie de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM).

C.M. (Red) Williams

C.M. (Red) Williams est président de Saskatchewan Agrivision Corporation, fondée en 1999. Avant cela, de 1954 à 1992, il a enseigné aux collèges d'agriculture et de médecine vétérinaire de l'Université de la Saskatchewan. Il a siégé à de nombreux comités et conseils universitaires et provinciaux. Conférencier, chroniqueur et auteur bien connu, M. Williams est aussi membre de l'Ordre Canada (1989). Il est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en Agriculture de l'Université de la Colombie-Britannique, et d'un doctorat du Oregon State College.

Brad Wildeman

M. Wildeman est président de l'exploitation agricole Pound-Maker Investments Ltd., qui est une société fermée. M. Wildeman a travaillé dans tous les domaines d'activité de la société, notamment le broyage des aliments, l'alimentation des animaux, l'entretien de la cour, la montée en enclos et l'équipe de santé-hygiène. Devenu contremaître du parc d'engraissement en 1984, il a occupé les fonctions de gestionnaire général en 1985. M. Wildeman est membre actif de plusieurs associations du secteur et il est souvent amené à voyager en sa qualité de président du secteur du commerce extérieur de la Canadian Cattlemen's Association. Il a reçu plusieurs mentions élogieuses pour sa contribution à l'agriculture, tant au niveau provincial que fédéral.

Donald Johnson

M. Johnson est président de l'Alberta Association of Municipal Districts and Counties (AAMDC), président du Forum rural de la Fédération canadienne des Municipalités et conseiller du district municipal de Taber. Ex-directeur au Développement du Mount Royal College, à Calgary, il a également été président de diverses organisations. Il a une longue expérience dans le secteur privé, dans les domaines de l'immobilier, de la planification financière et de la gestion. Il est diplômé en géographie de même qu'en planification et développement des ressources de l'Université de Lethbridge.